



L'ennemi : un choix essentiellement politique

En temps de guerre, il faut tuer l'ennemi, désigné pour des motifs plus politiques que stratégiques et qu'il faut déshumaniser pour légitimer la violence. Tel est l'avis de Pierre Conesa, ancien adjoint au directeur de la Délégation aux affaires stratégiques.

Auteur du livre « La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi », il a présenté son argumentation au cours d'une conférence organisée, le 3 mai 2012 à Paris, par l'Association des auditeurs jeunes de l'Institut des hautes études de défense nationale. Selon lui, la construction de l'ennemi facilite la cohésion nationale et permet d'expliquer les difficultés économiques. En outre, une « bonne » guerre sert souvent d'exutoire à la vitalité des jeunes. Par ailleurs, une démocratie n'est pas pacifiste par nature ni une dictature belliciste par nature. Toutefois, une guerre menée par une démocratie doit être acceptée par son opinion publique. Les « think tanks » (institutions privées de recherche) et les organismes publics chargés des questions stratégiques doivent identifier les risques, menaces et ennemis en vue de formater les forces militaires nécessaires. Or, ceux qui font l'opinion belliciste ne sont pas les intellectuels et les médias les plus lucides, mais les plus lus et les plus regardés.

Les rebellions et révoltes se classent en diverses catégories. Il y en aurait environ 400 dans le monde, alors que les think tanks américains n'en recensent que 40 et que le Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 ne donne que la vision française. Traditionnellement, l'ennemi se situe au-delà de la frontière. Au nom du droit historique, certaines autorités politiques déterminent encore le territoire de l'identité nationale : la Serbie vis-à-vis du Kosovo et la

Grèce qui considère la mer Egée, bordée par la Turquie, comme une mer intérieure alors que sa souveraineté ne s'exerce que sur les îles. Au XIX^{ème} siècle, la rivalité planétaire a fait son apparition. L'Allemagne, soucieuse d'une influence comparable à celles des empires coloniaux français et britannique, a fabriqué l'idéologie du « péril jaune » contre la Chine, peuplée à l'époque de 400 millions d'habitants susceptibles d'envahir l'Occident. Par la suite, ce « péril », largement instrumentalisé, a désigné le Japon vainqueur de la Russie en 1905, la Chine communiste en 1949 et enfin l'un puis l'autre lors de leurs décollages économiques respectifs en 1960 et 2000. Or, en 2011, le budget chinois de la Défense s'établit à 420 Md\$, soit le cinquième de celui du Pentagone ! Pendant la guerre froide (1947-91), la propagande communiste a vilipendé les « impérialismes » britannique et américain. La guerre civile, qui vise l'assassinat de l'ennemi intime, commence par les mots qui disqualifient le voisin... avec la participation des Eglises et des intellectuels ! Ce processus conduit à l'humiliation de « l'autre » : attentats contre les lieux de culte chiites et sunnites au Moyen-Orient et aussi camps de concentration et viols collectifs en Bosnie. Le conflit en République démocratique du Congo est le plus meurtrier depuis la seconde guerre mondiale. Plus insidieux, l'ennemi caché repose sur la théorie du complot : d'abord « juif », avec la Shoah pour conséquence, et ensuite « américain » responsable de tout. Les idéologies totalitaires, laïques ou religieuses, donnent à penser que le monde peut être totalement organisé et que « l'autre » doit être exterminé : grands procès de Moscou (années 1930), révolution culturelle en Chine (1966-76) et attentats suicides d'aujourd'hui. Dans les territoires occupés, l'habitant est figuré, par l'occupant, comme un sauvage qui ne comprend que la force. L'unilatéralisme, qui consiste pour un pays à ignorer les instances internationales (ONU, OTAN) pour parvenir à ses fins, conduit à déclarer la guerre à des concepts comme « l'axe du mal » ou le terrorisme. Enfin, les médias servent de caisses de résonance aux diasporas actives, intellectuels engagés et organisations humanitaires.

La vision de l'ennemi des néo-conservateurs américains remonte à l'humiliation de la prise de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran en 1979. Or, pendant toute la guerre froide, les Etats-Unis n'avaient pas hésité à soutenir des régimes dictatoriaux dans le monde pour occuper le terrain face à l'Union soviétique. Après la chute de celle-ci, l'Iran devient donc l'ennemi idéal. Les relations de Washington avec ce pays sont complexes : soutien à la dictature du Shah (1953-79) puis à l'Irak en guerre contre l'Iran (1980-88), qui se trouve

aujourd'hui encerclé de bases américaines installées dans les pays voisins et qui souhaite se doter de l'arme nucléaire. En termes de prolifération nucléaire, Washington pratique le double standard, souligne Pierre Conesa : l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord sont de « mauvais » proliférateurs, mais Israël, le Pakistan et l'Inde sont de « bons » proliférateurs, car alliés des Etats-Unis. Pour les néoconservateurs américains, les guerres en Irak et en Afghanistan sont une vengeance contre les attentats terroristes du 11 septembre 2001. Le terreau idéologique a été préparé dès les années 1990 avec notamment le livre « Le choc des civilisations » (Huntington) traduit en 39 langues, diffusant ainsi une vision « américaine » du monde. Les médias ultra-conservateurs du groupe Murdoch ont amplifié le phénomène. D'une façon générale, les Américains, veulent des héros « positifs » et voient la guerre comme au cinéma, d'où le succès des westerns contre les Indiens et de la série du vengeur Rambo. Ils n'ont en effet jamais connu l'invasion, contrairement aux Européens plus conscients des conséquences d'une guerre sur la population locale. Ainsi, la moitié seulement des pays de l'Union européenne ont suivi le Etats-Unis en Irak (opération dite « préventive » par l'administration Bush). En revanche, l'intervention en Afghanistan, légitimée par un mandat de l'ONU, a suscité la solidarité de la quasi-totalité d'entre eux.

La déconstruction de l'ennemi nécessite un acte politique. Les sorties de guerre civile passent par les lois d'amnistie. La France et l'Allemagne, qui ont connu trois guerres (1870, 1914-18 et 1939-45), ont conclu un traité de réconciliation (Elysée, 1963) et entamé la construction européenne. L'Afrique, sujette à des problèmes récurrents de frontières, sollicite souvent l'arbitrage de l'ONU. Enfin, la Cour internationale de justice vise à casser le mécanisme de la vengeance en faisant juger les dictateurs « bourreaux » par la communauté internationale.

Loïc Salmon

Pierre Conesa, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques, est maître de conférences à l'Ecole nationale d'administration. Il a été notamment adjoint au directeur de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense (1992), puis au directeur des relations internationales de la Délégation générale de l'armement (1997). La DAS propose des analyses des crises internationales, coordonne les réflexions stratégiques menées au sein du ministère de la Défense et soutient celles d'instituts de recherche et d'organismes universitaires français et étrangers. Enfin, elle

participe au processus interministériel de contrôle des exportations de matériel de guerre et aux négociations sur la non-prolifération d'armes nucléaires.